

Revue de presse du 15 au 31 octobre

Europe	2
Union européenne	2
Belgique	2
Croatie	3
Espagne	3
Grèce	3
Italie.....	5
Afrique	6
Maroc	6
Sénégal	6

Europe

Union européenne

- Der Spiegel International, [EU Border Agency Frontex Complicit in Greek Refugee Pushback Campaign](#), le 23 octobre.
- Bellingcat, [Frontex at Fault : European Border Force Complicit in “Illegal” Pushbacks](#), le 23 octobre.
- Le Monde, [Migrations : l’agence européenne Frontex mise en cause pour des refoulements en mer](#), le 24 octobre.
- Infomigrants, [Grèce : l’agence européenne Frontex mise en cause dans des refoulements de migrants en mer Égée](#), le 26 octobre.

Un rapport d’enquête mettant en cause les activités de l’agence européenne Frontex en mer Égée a été publié par les journalistes de Bellingcat (Royaume-Uni) et du Lighthouse Reports (Pays-Bas) en collaboration avec les journaux Der Spiegel (Allemagne), ARD¹ (Allemagne) et TV Asahi (Japon). Des mois d’investigation journalistique ont permis de révéler plusieurs cas de refoulements dans le cadre de l’opération Poséidon coordonnée par Frontex et la Grèce à la frontière gréco-turque. Cette enquête démontre que l’agence européenne a une responsabilité propre qu’elle partage avec les États membres dans des cas de refoulements qui vont à l’encontre du droit international, des lois de l’UE et de son propre code de conduite qui les prohibe² (sans pour autant être juridiquement contraignant). À la suite de la publication de cette enquête, la direction de Frontex a démenti l’ensemble des accusations portées contre l’agence et affirmé sans plus d’explications que celle-ci respectait les droits fondamentaux des personnes migrantes...

Belgique

- La Libre.be, [La Belgique condamnée pour l’expulsion d’un soudanais](#), le 27 octobre.
- BX1, [Collaboration Belgique-Soudan : la Belgique condamnée pour une expulsion irrégulière](#), le 27 octobre.

En août 2017 un exilé soudanais a été arrêté et placé en détention en Belgique. Il était recherché par les autorités soudanaises d’Omar el-Béehir, dirigeant du pays jusqu’en avril 2019 et poursuivi par la Cour pénale internationale pour crimes contre l’humanité. Alors que les accusations de mauvais traitements et de tortures au Soudan étaient notoires et malgré les risques encourus en cas de renvoi, l’État belge a tout de même procédé à son expulsion à la fin de l’année 2018. La Cour européenne des droits de l’Homme a condamné la Belgique dans cette affaire estimant que « [...] le gouvernement n’[avait] pas procédé à un examen préalable suffisant des risques encourus par l’intéressé » et qu’aucun avocat ni interprète n’avait été mis à sa disposition.

¹ ARD est l’abréviation de *Arbeitsgemeinschaft der öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten der Bundesrepublik Deutschland* (Communauté de travail des établissements de radiodiffusion de droit public de la République Fédérale d’Allemagne).

² Disponible [ici](#).

Croatie

- The Guardian, [Croatian police accused of “sickening” assaults on migrants on Balkans trail](#) [EN], le 21 octobre.
- Le Courrier des Balkans, [Croatie : la Commission Européenne dénonce les violences policières contre les réfugiés](#), le 23 octobre*.

Des témoignages de personnes migrantes font état de nombreuses violences à la frontière entre la Bosnie et la Croatie perpétrées entre le 12 et le 16 octobre. Après avoir été intercepté·e·s, les exilé·e·s ont été remis·es à des « personnes vêtues de noir et portant des cagoules intégrales ». Après les avoir immobilisées, ces dernières ont volé leur argent et les ont passé à tabac (leur infligeant des coups de matraques et de fouets). Dans au moins un des cas, une personne a subi une agression sexuelle. Tous les exilé·e·s ont ensuite été refoulé·e·s vers la Bosnie. La Commission européenne a qualifié ces pratiques de « graves abus » après la publication d’un rapport du Conseil danois pour les réfugiés (CDR). Les violences à l’encontre des exilé·e·s à cette frontière sont régulières et sont les conséquences directes des politiques migratoires européennes de verrouillage des frontières. En effet, la Croatie est membre de l’UE mais toujours candidate à l’entrée dans l’espace Schengen, et doit donc rassurer sur sa capacité à sécuriser ses frontières et celles des autres États membres.

Espagne

- RFI, [Les îles Canaries, nouvelle « prison » pour migrants de l’Europe](#), le 25 octobre 2020.

Selon RFI, durant la dernière semaine, entre 300 et 400 exilé·e·s sont arrivé.e.s chaque jour aux Canaries. Depuis le début de l’année, environ 10 000 personnes auraient ainsi débarqué dans l’archipel, réactivant une ancienne route migratoire. Dès leur arrivée, les exilé·e·s sont soumis·es à un test médical pour évaluer leur état sanitaire en lien avec le coronavirus, et placé·e·s quelques jours en isolement dans l’attente de leurs résultats. Durant cette mise à l’écart, ils/elles sont forcé·e·s de dormir dans des tentes de la Croix-Rouge, à même le sol. Les nouveaux/nouvelles arrivant·e·s sont ensuite logé·e·s dans des hôtels de l’archipel, et sont libres d’aller et venir sur l’île. Si les exilé·e·s affirment être bien traité·e·s, certain·e·s soulignent qu’ils/elles n’ont pas été informé·e·s de leurs droits, et notamment de la possibilité de déposer une demande d’asile. Ainsi, les personnes sont-elles « maintenues » sur l’île pour une durée indéterminée, le temps d’étudier une éventuelle demande de protection ou d’organiser leur expulsion.

Grèce

- Infomigrants, [Chios camp in quarantine after at least 30 test positive for Covid-19](#), le 15 octobre.
- Infomigrants, [Grèce : quarantaine prolongée dans le camp de migrants de Vial, à Chios](#), le 23 octobre.

Une trentaine d'exilé·e·s ont été testé·e·s positifs/positives au coronavirus dans le camp de Vial sur l'île de Chios. Dans un premier temps, le ministre grec des Migrations a annoncé le confinement total du camp jusqu'au 21 octobre 2020. Puis, sa fermeture a été prolongée jusqu'au 4 novembre minimum. Les exilé·e·s présent·e·s doivent rester dans l'enceinte du camp et seuls quelques employé·e·s extérieurs sont autorisé·e·s à entrer et sortir. Près de 3 000 personnes sont présentes à Vial, qui dispose d'une capacité de 1 000 places. La surpopulation est commune à l'ensemble des hotspots des îles grecques : selon Médecins sans frontières, 9 000 personnes se trouvent actuellement dans le camp de Kara Tepe à Lesbos et 4 300 dans celui de Vathy à Samos. Cette situation présente un danger important à l'heure où 100 personnes ont été testées positives dans le camp de Samos et 240 à Lesbos.

- La Minute.info, [La Grèce utilisera des pistolets à ondes sonores près de la frontière turque pour empêcher les migrants de traverser](#), le 16 octobre.
- Greek City Times, [Construction of Evros border fence begins](#) [EN], le 16 octobre.

En Grèce, pour empêcher les exilé·e·s présent·e·s en Turquie d'entrer dans le pays, les autorités renforcent leurs moyens de contrôle et de répression. Sur une portion de 27 kilomètres et pour un budget d'environ 62,9 millions d'euros, l'État grec érige une clôture et renforce les infrastructures précédemment construites. Des canons sonores ont aussi été installés³. Cet équipement est controversé pour les blessures qu'il peut entraîner. L'État grec a déjà été fortement critiqué pour les violences perpétrées par ses garde-frontières à la frontière gréco-turque, et notamment des tirs à balles réelles⁴. Une plainte a récemment été déposée par plusieurs ONG pour des cas de refoulement⁵.

- Infomigrants, [Lesbos : A mental health crisis beneath the surface](#) [EN], le 23 octobre.

L'ONG américaine International Rescue Committee (IRC) dénonce la situation des exilé·e·s présents dans le camp de Kara Tepe à Lesbos. Selon elle, entre septembre 2019 et août 2020, 40% des personnes migrantes qu'elle a assisté affirment avoir eu des pensées suicidaires et un quart aurait tenté de se suicider, y compris des enfants⁶. À la suite de l'incendie du camp de Moria, les exilé·e·s ont été obligé·e·s de dormir dehors jusqu'à leur transfert dans le nouveau camp de Kara Tepe. Là-bas, les tentes sont inadaptées au froid, le lieu est sujet aux inondations et les infrastructures sanitaires manquent. L'aggravation des conditions de vie des personnes fait craindre une multiplication des cas de violences mais aussi de suicides. Selon des membres de l'IRC et de Médecins sans frontières (MSF) présents à Kara Tepe, des enfants et des jeunes-hommes/femmes prennent des anti-dépresseurs. La stratégie européenne de dissuasion par la détention généralisée des exilé·e·s aux frontières de l'UE a des conséquences visibles et invisibles irrévocables, et « nous créons une génération d'enfants qui dépendront des médicaments psychiatriques pour le reste de leur vie ».

³ Ces armes sont considérées comme non létales et sont utilisées (notamment aux États-Unis) pour le contrôle des foules et le maintien de l'ordre. Voir l'article du Figaro datant de 2009 et disponible [ici](#).

⁴ En Mai 2020 : [La police grecque a tiré à balles réelles sur des migrants début mars](#).

⁵ Oxfam et WeMove ont publié un [communiqué de presse](#) en septembre 2020.

⁶ Médecins sans frontières avait déjà dénoncé cette situation en 2018, leur rapport est disponible [ici](#).

- Infomigrants, [Les garde-côtes grecs accusés de refoulements massifs de migrants](#), le 27 octobre.

L'ONG norvégienne Aegan Boat Report (ABR) documente les arrivées d'exilé·e·s en mer Égée. Un bateau situé au sud de la Crète et transportant 197 personnes a été appréhendé par les garde-côtes grecs. Après avoir été triés – les familles d'un côté et les hommes et jeunes garçons seuls de l'autre – les exilé·e·s ont été placé·e·s sur des radeaux de sauvetages et renvoyé·e·s vers la Turquie. ABR considère que c'est le refoulement le plus important qu'il leur a été donné de documenter. Une lettre a été envoyée par 29 organisations de défense des droits au Parlement grec pour demander une enquête sur les refoulements terrestres et maritimes effectués depuis la Grèce vers la Turquie.

- Infomigrants, [À Lesbos le camp emblématique de Pikpa pour migrants vulnérables contraint de fermer ses portes](#), le 30 octobre.
- Le Courrier des Balkans, [Grèce : les autorités évacuent le Pikpa, centre pour les réfugiés vulnérables à Lesbos](#), le 30/ octobre*.

Depuis son ouverture en 2012 le centre de Pikpa a accueilli plus de 30 000 exilé·e·s. Prétextant une occupation illégale du lieu, les autorités grecques ont décidé de le fermer. L'association *Lesvos solidarity*⁷ (gérante du centre), qui souhaitait disposer d'un délai en vue d'informer les personnes hébergées et préparer leur départ, a vu sa requête refusée. Le matin du 29 octobre la police et l'armée grecque ont commencé l'évacuation. Les 74 personnes qui y étaient hébergées seront transférées vers le camp nouvellement construit pour remplacer celui de Moria et déjà surpeuplé. Selon *Lesvos solidarity*, Pikpa était l'un des seuls lieux où les conditions de vies des personnes étaient respectables. Cette mesure de fermeture semble guidée par la volonté des autorités grecques de construire de nouveaux camps fermés sur les îles de la mer Égée.

Italie

- Infomigrants, [Envoyé sur un ferry de quarantaine après plusieurs années passées en Italie](#), le 16 octobre.

En Italie, cinq ferries sont actuellement utilisés comme des lieux de quarantaine par le gouvernement. Initialement, les personnes nouvellement arrivées et positives au Covid-19 étaient « placées » dans ces navires. Cependant, l'Associazione ricreativa e culturale italiana (Arci) dénonce la généralisation de cette pratique pour des exilé·e·s positifs/positives mais déjà présent·e·s sur le sol italien depuis quelques mois, voire depuis quelques années. Dans le cas où des personnes positives au coronavirus sont isolées à bord de ces navires, elles ne disposent d'aucun soin et sont forcées de partager des cabines avec d'autres personnes. Selon Arci, d'autres solutions seraient envisageables pour loger les personnes contaminées, car de nombreuses infrastructures sur le territoire disposeraient de places libres.

⁷ Site internet : <https://www.lesvossolidarity.org/en/>

Afrique

Maroc

- Le Desk, [Le Maroc expulse de nouveaux des migrants subsahariens par avion](#), le 15 octobre.

Des exilé·e·s, principalement d'origine subsaharienne, rejoignent le Sahara occidental et notamment les villes de Laâyoune et Dakhla pour y embarquer à destination des Iles Canaries. Certain·e·s d'entre eux/elles ont été appréhendé·e·s et expulsé·e·s par voie aérienne à destination du Sénégal, du Mali et de Guinée-Conakry. Depuis la fin du mois de septembre, cinq vols auraient été affrétés par les autorités marocaines pour procéder à ces expulsions. Selon l'agence de presse espagnole EFE, des accords (qui n'ont pas été rendus publics) ont été conclus avec les ambassades de ces pays pour permettre l'identification et le renvoi de ces personnes, sans aucune supervision par des organismes indépendants. L'État marocain a qualifié ces expulsions de « rapatriements volontaires » ce que l'Organisation internationale pour les migrations a démenti. Ces expulsions ont en outre été dénoncées par Alarm Phone Sahara dans un rapport publié le 5 octobre⁸.

Sénégal

- La Provincia, [Buscan a 140 migrantes desaparecidos en la explosión del cayuco que salió de Senegal hacia Canarias](#), le 25 octobre.

Le moteur d'une pirogue (ou « cayuco ») transportant 200 personnes du Sénégal à destination des îles Canaries a explosé. Si 51 exilé·e·s ont été secouru·e·s, 140 sont toujours porté·e·s disparu·e·s. Le sauvetage a été réalisé par la garde civile espagnole qui réalise des patrouilles conjointes avec les garde-côtes sénégalais depuis 2006⁹. Le déploiement de garde-côtes espagnols, en coopération avec les autorités sénégalaises, vise à contrôler dans l'océan Atlantique les mouvements migratoires à destination des îles Canaries.

⁸ Disponible ici : [Nouvelle vague d'expulsions : Plus que 2 500 citoyen·ne·s de pays subsahariens expulsé·e·s de l'Algérie et du Maroc en grande échelle](#).

⁹ Voir l'article de Migreurop publié le 22/08/2006 : « [L'Espagne et le Sénégal organisent des patrouilles conjointes](#) ».